

LE TEMPS DES **Conquêtes**

NUMÉRO 42 MAI JUIN 2007



Conseil National des 19 et 20 mai 2007

Cahier des Contributions



Refonder

Contribution présentée par Razzye HAMMADI, président du MJS, et:

Les animateurs fédéraux : Naomi TRUAN (01), Guillaume LAFEUILLE (02), Thomas DURET (03), Richard CARREAU (04), Sébastien FRANCO (06), David CUOQ (07), Julien MITCHELLI (08), Dimitri SYDOR (10), Perrine OURNAC (11), Lionel BOSCH (12), Marion PIGAMO (13), Alexandre DEBRAY (14), Franck REY (15), Mathieu HAMMON (17), Jean-Baptiste BUISSON (18), Frédéric MONTEIL (19), Yannick GIMENEZ (28), Marie LOUBIAT (24), Anthony VALETTE (27), Alexandre DELB (28), Alan PELLETIER (29), Thibault CHERON (33), Nicolas ANOTO (34), Benoît POMMIER (35), Mathieu PETIT (36), Adrien SOISSONS (37), Soizic NAEI (38), Benjamin GUICHARD (39), Sabbah BAKHALI (40), Mathilde BEAUVALET (41), Barbara VERLHAC (42), Thibault TAILLEIRE (43), Amélie PEREZ (46), Sabrina COMELLO (48), Nicolas CAPELLI (50), Rudy NAMUR (51), Najet HEMISSI (52), Marianne BIRCK (54), Anne CHEIGNON (55), Joanna PFEIFFER (57), Magalie HERLEM (59), Aurélie DELOBEL (60), Kévin BODE (61), Arnaud FIGENVALD (62), Félicien RIGAUD (64), Benjamin VERDEIL (65), Romain SILVASI (66), Baptiste HEINTZ MACIAS (67), Michael ROY (68), Kader SELMI (69), Fabrice MORIN (70), Martin ABRY-DURAND (73), Joseph FAVRE (74), Alexandre TORTEL (75), Charlotte GOUJON (76), Sehia FEBRISSY (77), Ali RABEH (78), Michel DELANOY (80), Olivier PINEL (81), Morganne OLLIVIER (83), Laurent GAMET (84), Romain MATHIEU (88), Nicolas SORET (89), Yurgen MUKJA (90), Marion CARRE (91), Chloé TRIVIDIC (92), Virginie DA SILVA (95), Anielle GUEZZELLO (974) et Emilie MIRDJANIAN (999) ;

Les délégués régionaux : Christelle HAMM (Alsace), Quentin MARIDAT (Aquitaine), Rebecca FAGOT (Bretagne), Franck GAGNAIRE (Centre), Stéphane RUMMEL (Champagne-Ardenne), Thomas POLRIER-ROSSI (Corse), Joseph DESVIGNES (Franche-Comté), Philippe ANDRIEU (Languedoc-Roussillon), Alban CAYON (Lorraine), Benoît ROUSSEL (Nord-Pas-de-Calais), Nicolas LIOT (Basse-Normandie), Adrien REGENT (Haute-Normandie),

Jérôme CALMELS (Ile-de-France), Slim THABET (Picardie), Benoit CURINIER (Provence-Alpes-Cote-d'Azur), Guillaume SCHREINER (Rhône-Alpes)

Les membres du bureau national : Simon ALLARD, Rémi BAZILLIER, Dorothée BERNARD, Elise BOSCHEREL, Jean BRUNEL, Raphaël CHAMBON, Nathalie DELTIMPLE, Nicolas DERNE, Antoine DETOURNE, Léa FILOCHE, Estelle GOEGER, Cédric HAUTION, Nanou JAMOUILLE, Tristan LAHAIS, Chloé LEBAIL, Damien LELIEVRE, Yasmina MECHENOUAI, Paul MEYER, Valerio MOTTA, Houda NEDDER, Benoit PAYAN, Elsa PELLOIE, Nicolas PERERA, Nathalie PIGAMO, Liva SAURIN, Yohann SOULACROIX et Arnaud TAISNE

Les membres de la Commission Nationale d'Arbitrage : Joshua ADEL, Elise BARALE, Guillaume BLANC, Anne-Julie CLARY, Jérôme DELB, Christelle EDEY, Sylvain ELIES, Farid FARISSY, Mathieu HANOTIN, Nicolas MARANDON et Jean-Régis MILLET

Nous remercions notre candidate Ségolène Royal d'avoir porté et défendu les valeurs et les idéaux de notre camp lors de cette élection présidentielle. Il faut remercier l'ensemble des militants socialistes qui ont fait cette campagne.

Le 6 mai dernier les suffrages des Français ont porté l'élection de Nicolas Sarkozy à la présidence de la République pour 5 ans. C'est une défaite grave pour notre pays, pour la gauche, pour notre génération. Quand on a 20 ans cinq ans c'est long

1) L'étrange défaite

A) Une défaite grave.

Cette défaite est grave pour notre pays et pour les citoyens de France puisque le basculement dans une société inégalitaire, violente, communautaire a franchi une nouvelle étape. En dépit de son discours de rupture, le nouveau Président de la République est bien celui du système. La France évolue depuis 30 ans

dans ce système, celui du chômage de masse, et de la dégradation du rapport de force entre les forces actionnariales du capital et les acteurs du monde du travail dont les précarités et la stagnation du pouvoir d'achat sont à la fois les causes et les conséquences. La puissance publique, et donc la démocratie, a échoué à promouvoir l'intérêt général aux yeux de millions de nos concitoyens. La proximité du nouveau pouvoir avec les dirigeants de groupe vivant pour une bonne part de la commande publique et détenant le capital des grands médias rend crédible la crainte d'une expérience de droite dure réalisant la synthèse entre Bush et Berlusconi parvenant ainsi à la Tatchérisation de la société française. Les salariés et les pauvres sont prisonniers de « la main qui leur donne à manger » et votent comme les riches et les grands patrons. Au niveau européen, la mise en place d'un triangle Berlin-Londres-Paris relié par des lignes néo-libérales, avec Barroso au centre de celles-ci risque fortement d'enfoncer l'UE dans la crise démocratique et sociale dans laquelle elle est plongée depuis plusieurs années.

Le choix du nouveau Premier ministre, François Fillon, confirme que « la France d'après », c'est bien la même que sous Chirac, mais en pire. En effet, ce dernier incarne jusqu'à la caricature les régressions sociales et les passages en force du dernier quinquennat : réforme des retraites, loi sur l'éducation, loi sur la sécurité sociale... A chaque fois qu'il a été à la manœuvre, son discours a toujours été le même « il faut sauver la protection sociale ». Quand on veut tuer son chien on l'accuse d'avoir la rage. Ses actes ont toujours eu les mêmes conséquences, la réduction du patrimoine collectif hérité pour partie du conseil national de la résistance, c'est-à-dire le patrimoine de celles et ceux qui, livrés

à eux-mêmes n'en ont pas. Cette défaite est grave pour la gauche.

Au soir du premier tour, elle se situe aux alentours de 35% de l'électorat et une partie de son électorat a choisi le candidat du centre droit qui, par mystification, a tout fait pour séduire la gauche. La gauche non socialiste a été laminée par le réflexe du vote utile et n'a donc pu nourrir un sursaut d'union de la gauche, en ce qui nous concerne, alors qu'une bonne partie cette gauche avait appelé au second tour à voter pour notre candidate, nous ne lui avons offert aucun débouché tant du point programatique que sur le plan des perspectives communes. Le centre était-il trop attractif aux yeux de certains socialistes ? L'est-il encore ? Pas pour nous. L'unité de la gauche ne doit pas être un état, mais bien une dynamique, pas une contrainte, mais une adhésion, pas un réflexe « anti » mais bien un rassemblement derrière une volonté commune de changer la société. Par sa volonté d'intégrer des personnalités issues de la gauche dans son gouvernement, c'est bien un coup de grâce à cette gauche en perdition que tente d'asséner le nouveau président de la République. Cette défaite est grave pour notre génération.

Quand on a 20 ou 25 ans, c'est très très long 5 ans, surtout 5 ans de droite qui suivent 5 ans de droite marqués par une guerre à la jeunesse et l'aggravation des bizutages sociaux (précarité, chômage, mal-logement...) auxquels notre génération est surexposée. C'est toute une génération qui n'aura dû construire son avenir que sous la droite et contre la droite. Il faut mesurer ce que cela implique en termes de décrochage pour celles et ceux qui sont et seront les générations actives de la société de demain. Au cours de ce quinquennat qui s'ouvre, le MJS accueillera les enfants des trois défaites consécutives de la gauche, ceux

qui n'auront connu de toute leur vie qu'une présidence de droite.

B. La droite a mené une bataille culturelle victorieuse

Comment en est-on arrivé là ? Le candidat de l'UMP a mené une véritable bataille culturelle et idéologique. Alors qu'il était de bon ton de théoriser la fin des partis et de brocarder les idéologies, Nicolas Sarkozy a fait de l'UMP une machine de guerre tout entière consacrée et associée à la prise du pouvoir. Il a su imposer ses thèmes de campagne, en jouant sur les formidables relais et connivences médiatiques qu'il a développé depuis 2002 et que nous n'avons pas su ou voulu dénoncer au bon moment.

La société française ne s'est pas droitisée massivement. Si tel avait été le cas, notre candidate n'aurait jamais été favorite des sondages au mois de novembre, elle n'aurait pas bénéficié d'un tel mouvement anti-sarko au second tour, la population française n'aurait pas placé en tête de ses préoccupations la lutte contre les inégalités sociales, l'emploi ou le pouvoir d'achat.

Il n'en demeure pas moins que la stratégie et le discours de Nicolas Sarkozy lui ont permis de recueillir la majorité des suffrages exprimés. Poursuivant sa logique de tous contre tous, il a réveillé et surfé sur les pulsions et l'individualisme contemporain : il a systématiquement rejeté sur la responsabilité des individus les défis collectifs de la société française. S'adressant à « la France qui se lève tôt » et dénonçant « l'assistantat », il a dressé une partie de l'électorat ouvrier et employé contre les précaires et chômeurs alors que ces catégories de la population sont liées par une aspiration commune à plus de sécurité. S'adressant à « ceux qui ont travaillé durement toute une vie », il a entraîné par son populisme fiscal le 3ème et le 4ème âge

dans le refus des droits de succession, alors que cette partie de la population porte une aspiration à voir un meilleur avenir pour leurs enfants, ce qui ne peut se faire que par une redistribution et une solidarité intergénérationnelle. On pourrait multiplier les exemples. Pour achever son édifice culturel, il s'est clairement lancé dans une offensive de captation d'une mémoire ouvrière et des lambeaux de la conscience de classe délaissés par la gauche. Un jour on nous vole un mot et une proposition, un autre nos pères fondateurs et le lendemain la victoire qui nous semblait acquise.

Enfin, en suscitant un vote utile d'extrême droite sur son nom dès le premier tour, le candidat de l'UMP a affaibli sur cette élection le vote Le Pen. S'adresser aux électeurs du FN n'est pas un mal en soi. C'est même un devoir pour la gauche. Tout le problème réside dans le fait qu'en s'adressant aux électeurs du FN sur les thématiques du FN avec les mots et les propositions du FN, Nicolas Sarkozy n'a pas affaibli durablement l'extrême-droite, il l'a juste amenée sur son nom le temps d'une élection.

C. Devoir de victoire ?

Force est de constater que la gauche n'a pas été au rendez-vous de son devoir de victoire, qui n'était pas seulement un slogan mais une feuille de route. C'est la responsabilité collective de la famille socia-

Directeur de publication :
Razzye HAMMADI

Rédacteur en chef :
Valerio Motta

Parution bimestrielle
Prix au numéro : 2,30 euros
Prix de l'abonnement : 10 euros
N° CPPAP : 0603 P 11281
N° ISSN : 1288-0922
Numéro tiré à xemplaires

Imprimerie :
PGE - 9 rue Allard - 94160 Saint-Mandé

Publication :
Mouvement des Jeunes Socialistes
10, rue de Solférino - 75007 Paris
Tél. : 01.45.56.79.99
www.mjsfrance.org

liste. La gauche n'a pas su faire en sorte que l'élection présidentielle se gagne sur son propre terrain. Pire, elle a trop souvent misé sur le ressort de l'individualisme contemporain, pourtant peu enclin à faire émerger des aspirations collectives. L'exemple des banlieues est significatif à cet égard. Les socialistes ont parlé à la banlieue en tant que banlieue, mais pas à la banlieue en tant que territoire de relégation et de concentration des problèmes de la société, ce qui aurait permis de parler à toute la France populaire. En effet, les zones périurbaines rassemblent de plus en plus d'employés et d'ouvriers éloignés des villes par la hausse des prix du logement, mais tout autant confrontées au déclassement que les cités. La faiblesse du score de la gauche dans ces zones périurbaines où elle compte pourtant une bonne partie de ce qui devrait être sa base sociale naturelle témoigne de ses difficultés à rassembler derrière elle la grande majorité de celles et ceux qui auraient pu attendre demain.

Face à une droite décomplexée, la gauche est apparue complexée, divisée, engoncée dans ses luttes d'individualités et n'est pas parvenue à faire fédérer derrière une alternative crédible. Par conséquent, elle n'a pas su mener une bataille culturelle et idéologique de nature à repousser celle que menait activement la droite.

2. Une nouvelle responsabilité militante pour notre génération

A. En 2007, le premier Président élu contre la jeunesse

Depuis l'élection du Président de la République au suffrage universel direct, l'histoire nous a montré que le futur Président a toujours été élu avec les voix et le soutien des jeunes générations : Mitterrand en 1981, comme Chirac en 1995, ont été élus

grâce aux voix de la jeunesse. En 2002, les jeunes manquent à Lionel Jospin au premier tour et soutiennent le candidat républicain au deuxième tour, après quinze jours de mobilisation, pour barrer la route à l'extrême-droite. Cela n'empêchait pas, par la suite, au Président de mener une politique en décalage total avec les attentes des jeunes, l'exemple du CPE sous la deuxième présidence Chirac est là pour nous le rappeler avec acuité. Mais cette constante gardait quelque chose de rassurant : le nouveau Président portait, au moment du vote, les aspirations de la majorité des jeunes et de ceux qui sont l'avenir du pays. Que penser alors quand un candidat devient Président contre la jeunesse ? Cette situation, nous la vivons depuis le 6 mai 2007. Toutes les études nous montrent que Sarkozy a été élu contre l'aspiration majoritaire des jeunes. La conséquence du papyboom se fait, une fois encore, sentir. La tendance des électeurs de plus de 50 ans à émettre un vote conservateur et la forte croissance de l'individualisme forcené dans notre société sont les principales raisons de cet écart entre les générations. Cela interroge aussi sur l'état d'un pays qui vote contre les générations futures. Mais cela nous place aussi, à nous, jeunes militants politiques, devant nos propres responsabilités. Pour la première fois, minoritaires sur le plan démographique, nous le sommes du point de vue politique.

Notre génération n'est pas dupe de la mystification sarkozienne (« travailler plus pour gagner plus ») et la forte mobilisation des jeunes pour se rendre aux urnes est un encouragement à continuer et à amplifier le combat. C'est la démonstration par la mobilisation d'une génération qui a baigné dans l'ultra-libéralisme que la droitisation de la société est une absurdité. Plus que jamais dans

l'histoire de notre mouvement et dans celle de la famille socialiste, notre responsabilité est d'être le débouché politique et culturel d'un mécontentement populaire et générationnel. Ne laissons pas orphelins ces jeunes qui ont la raison, le cœur et le bulletin à gauche. Une réponse de gauche existe et c'est notre devoir de la construire.

B. Devoir de victoire sur les législatives

Mais la mobilisation de notre génération doit d'abord passer par le combat pour les législatives. Nous n'avons pas le droit, pour ceux qui souffrent et pour les jeunes, de partir battus d'avance. Plus que jamais, le devoir de victoire est le moteur de notre engagement aux côtés de nos camarades candidats. L'objectif n'est pas de limiter les dégâts mais bien de porter une majorité socialiste et de gauche au soir du 17 juin 2007. Notre génération a tout à perdre d'une victoire de la droite. Elle l'a compris en votant majoritairement pour notre candidate aux présidentielles. Nous devons continuer à la mobiliser en l'incitant à voter pour les candidats socialistes aux prochaines législatives, qui, quoiqu'il se passe seront autant de remparts contre le président et ses propositions (contrat unique, droit de succession, concurrence entre les universités...). Là aussi, un combat sur les mots et les idées doit s'instaurer contre la droite. C'est une étape indispensable de la refondation de la gauche, c'est notre responsabilité.

3) Impulser la refondation de la gauche

A) Construire le socialisme du 21ème siècle

Aujourd'hui, une question fondamentale se pose à toute la social-démocratie : pourquoi, un ouvrier ou un employé, confronté

à un problème auquel la gauche est la mieux à même de répondre, vote, soit en pensant d'abord à la sécurité ou à l'immigration, soit en choisissant une solution de droite ? Autrement dit, pourquoi les plus modestes votent comme les plus riches ? Cette question est cruciale pour la famille socialiste : elle interroge autant ses objectifs, ses analyses de la société autant que sa stratégie. Sur le fond, les chantiers qui doivent être ouverts sont considérables. Nous devons réapprendre à être vigilants par rapport aux évolutions du capitalisme qui pèse tellement sur la vie de nos concitoyens. Nous avons baissé la garde face aux nouvelles rentes et aux nouvelles aliénations et inégalités qu'elles créent.

Nous devons colmater les brèches idéologiques dans lesquelles la droite s'est engouffrée, jusqu'à ébranler les convictions de la gauche. Avec l'effondrement du mur de Berlin, c'est tout une partie du rapport de force sur lequel s'appuyait la social-démocratie qui s'est dérobée, affaiblissant durablement la gauche. Aujourd'hui, pour parler crûment, « la gauche ne fait plus peur aux bourgeois », elle les fait rire.

Par conséquent, déstabilisée, la gauche accepte trop souvent de rentrer sur le terrain de jeu de la droite. C'est particulièrement vrai sur le terrain économique et social. La stratégie de la droite consiste à imputer ce type de problème à la responsabilité des individus. Pour contourner le problème du chômage, elle fustige les assistés. Quand une société refuse d'assumer les conflits collectifs, elle ne peut parvenir au compromis. Il ne reste alors que des individus humiliés qui ne trouvent pas de débouchés politiques à leurs aspirations, abandonnés à un destin social qui mène le plus souvent à la résignation, au mieux à la colère. Le rôle de la gauche, c'est d'assumer les conflits parce qu'ils sont productifs et permettent

de fédérer.

Droit d'inventaire, devoir d'inventer, tel est le mot d'ordre des jeunes socialistes. Droit d'inventaire. Si nous devons revisiter les mécanismes de protection sociale, les rendre plus efficaces et donc plus émancipateurs, nous devons aussi tirer le bilan que l'introduction de mécanismes de marché au sein des services publics sont des échecs cuisants. Si nous devons assumer que la promesse républicaine n'est pas tenue, nous devons aussi dire que les moyens pour réaliser cette promesse n'ont jamais été vraiment au rendez-vous. Si nous devons être lucides sur les inégalités que les socialistes au pouvoir n'ont pas su résorber, nous devons assumer que s'y attaquer nécessite un haut niveau de dépense publique s'appuyant sur une fiscalité fortement redistributrice et dynamisante. Devoir d'inventer. Nous devons incarner une gauche de conquête, qui met son pragmatisme à court terme au service de ses ambitions de transformation sociale à long terme. Conquérir, cela signifie reprendre le terrain perdu. Conquérir, cela signifie ouvrir le champ des possibles et s'attaquer aux frontières du socialisme que sont par exemple le dogme du droit de propriété tel qu'il est conçu aujourd'hui ou la privatisation des règles de droit. Conquérir, cela signifie reconstruire le rapport de force qui permet à la puissance publique et aux corps intermédiaires, et donc à la démocratie, de changer la société.

Tout semble à reconstruire. Nos objectifs sont clairs : l'égalité, liberté et la démocratie, notre feuille de route, le progrès, notre méthode, la social-démocratie, notre horizon, le socialisme démocratique. C'est bien de la réappropriation démocratique du destin individuel et collectif des hommes et des femmes qu'il s'agit, en résumé de l'émancipation tout au long de la vie dont il est question.

Loin du concept creux et néanmoins inégalitaire d'égalité des chances, c'est vers une égalité d'autonomie intégrant l'individu dans le collectif via le lien social que nous voulons aller.

B. Construire de nouvelles alliances.

Etre social-démocrate, c'est certes placer le développement social et l'approfondissement de la démocratie à égalité, mais c'est surtout enraciner la gauche dans la société en lui donnant de la profondeur. Ca ne doit plus être un mot creux, dont beaucoup trop se réclament aujourd'hui, y compris à droite.

La gauche politique ne peut être forte que si elle est en interaction avec la gauche intellectuelle, syndicale et associative. Travailler avec toutes les forces de gauche, c'est donner de la profondeur à la gauche, c'est élargir son périmètre d'action, c'est faire en sorte que la gauche ne se limite pas au champ à deux dimensions du spectre électoral, se nourrir de leurs revendications et de leurs réflexions et pouvoir irriguer nos idées.

C'est là que se situe l'objectif prioritaire de la refondation, et non dans une alliance avec le centre-droit. Tout d'abord parce que les divergences que nous avons avec le centre-droit portent précisément sur l'un des deux piliers du socialisme, l'économique et le social. Ensuite parce que toutes les expériences d'alliance avec le centre-droit aboutissent dans les faits soit à l'affaiblissement électoral de la famille socialiste, soit à la division du mouvement socialiste. D'ailleurs François Bayrou, et de nombreux socialistes aveuglés par leur électoralisme devraient s'en rendre compte, ne présentera pas de candidats face aux UDF soutenant la majorité présidentielle. Ni de gauche, ni de droite, il est maintenant ni dans l'opposition, ni dans majorité, il est en fait illu-

sion de la conviction, et toute alliance avec une illusion mène à la compromission.

Des responsables gouvernementaux issus de la deuxième internationale socialiste ont soutenu lors de cette élection présidentielle des responsables de droite ou de centre-droit. C'est moralement condamnable mais c'est plutôt sur l'effondrement de la cohésion idéologique des socialistes qu'il faut s'interroger. Toute une partie de la gauche a perdu les repères de ce qui fait la gauche, de ces intellectuels devenus nouveaux réactionnaires à ces responsables politiques devenus courtisans du nouveau pouvoir dans une opération de débauchage qui n'a rien à voir avec l'ouverture. Il est illusoire de croire que les socialistes parviendront à opérer leur refondation seuls dans leur coin ou avec un centre-droit qui souhaite objectivement leur extinction. Plus les fondations seront larges et profondes dans la gauche, plus l'édifice sera solide.

C. S'emparer des outils de la bataille culturelle, en créer d'autres.

La transformation de la société ne se fera pas sans les citoyens, sans que ceux-ci soient convaincus et convaincants. Le travail que les jeunes ont fait à l'occasion de la lutte contre le contrat première embauche doit maintenant être mené à l'échelle de la société.

Relier les citoyens en s'appuyant sur les organisations politiques et le mouvement social, faire émerger leurs aspirations par un travail d'éducation populaire débouchant sur une mobilisation populaire, telle fut notre démarche pour l'emporter.

Réseaux et influence, telles doivent être nos inspirations. Le mouvement des jeunes socialistes met son autonomie au service de la transformation de la société. Le

franchissement du cap des 10000 adhérents n'est pas une fin en soi, mais une étape, un levier multiplicateur qui doit permettre de confronter une parole socialiste à chaque jeune de la manière la plus pertinente par rapport à ses conditions de vie. Aucune forme d'organisation de ces réseaux ne doit être interdite, de la constitution de groupe de jeunes socialistes au sein des lieux de travail, des McDo au centres commerciaux dont l'essentiel de la main d'œuvre est constituée de jeunes à temps partiels, des lycées jusqu'aux campus, des zones périurbaines jusqu'aux quartiers dont nous avons la responsabilité de transformer la mobilisation électorale en engagement à gauche. Le MJS est aussi une organisation d'éducation populaire.

Parce que nous ne pourrions compter sur nos seules forces, c'est un devoir que de rassembler la jeune gauche autour d'une plateforme et de faire émerger un grand réseau d'éducation politique.

Enfin, il ne faut s'interdire aucun espace d'influence, de l'accès à tous les médias à la création de médias alternatifs locaux.

Conclusion.

Des nouvelles campagnes d'opinion et de convictions nous attendent. Il faudra une reconquête par les mots, là où la droite s'est gargarisée de l'autorité, il faudra que nous rappelions à la responsabilité, là où elle s'est gargarisée en nous accusant d'assistantat, il faudra que nous rappelions les vertus de l'autonomie qui permettent de prendre en compte l'individu à travers le lien social, et donc à travers l'émancipation. Nous continuerons notre travail de renouveau des idées socialistes comme nous avons pu le faire en proposant la sauvegarde des libertés numériques, la reprise par les

salariés de leur entreprise ou la justice des discriminations, la réglementation des prix du logement par la loi ou un pôle public européen de l'énergie... Entre une modernisation qui fleure bon les échecs et les errements du blairisme et le « plus à gauche que moi tu meurs », nous pensons qu'il faut avant tout être mieux à gauche.

Retour au gouvernement d'Alain Juppé le jour même où il est de nouveau entendu par les juges, investiture de C. Vanneste le jour même de la journée mondiale de lutte contre l'homophobie, révélations sur le fait que l'Etat UMP a fait pression pour que le président d'EADS parte avec des indemnités de départ élevées de la veille de la rencontre de Sarkozy avec des salariés d'airbus... La droite n'a peur de rien. Une victoire de la gauche aux législatives doit donner un coup d'arrêt à la Sarkozie naissante, et être une étape de la reconstruction. Nos défaites sur le fond préparent nos défaites électorales. Les renoncements successifs à porter la bataille des consciences sont autant d'explications de la défaite. Il faut désormais convaincre qu'« une autre société est possible », en s'appuyant sur les vertus de la solidarité, contre les valeurs de repli et de marchandisation du libéralisme tout puissant.

Le philosophe Gilles Deleuze disait « être de gauche, c'est penser l'autre avant de penser soi-même ». Les socialistes devraient avoir cette maxime à l'esprit en pensant au renouvellements, qui tout autant qu'un renouvellement des visages, doit être un renouvellement des voix et de la sociologie de nos représentants, surtout quand on voit le spectacle désolant des ambitions affichées dans la presse. De ce point de vue, la responsabilité nous amène à revendiquer notre droit d'inventaire, qui, loin d'être exhaustif à ce jour, sera appro-

fondi sans complexe et sans concessions.

C'est là une condition obligatoire de cette marche en avant, en attendant le big bang générationnel, nous devons vaincre dans quatre semaines.

* * *

Nous ne serons plus la génération des défaites de la gauche

Signataires: Jules Aimé (AF86), Sandrine Bernard (SBN 94), Stéphanie Blanpied (SBN 34), Astrid Desbuquois (BN 59), Florent Guitton (SBN 63), Nicolas Julien (BN 30), Thomas Karsenti (AF 49), Guillaume Klein (AF 30), David Leroux (AF 22), Annaig Le Moel (CNA 56), Thibaut Meunier (AF 63), Jean-Philippe Monteil (AF 72), Rémy Oddou (AF 05), Cidalia Poirret (AF 94), Sarah Proust (SBN 92), Cédric Talbourdet (Délégué CCR Poitou-Charente), Thomas Vigreux (CNA)

2007... nous sommes face à une nouvelle défaite, la troisième consécutive à une élection présidentielle. En France, malgré les évolutions majeures survenues après 81, la gauche française a été entravée par des réflexes idéologiques et un rapport embarrassé au pouvoir qui ont longtemps empêché la famille socialiste d'afficher clairement, en préalable, son identité « réformiste ».

Toute réflexion politique part aujourd'hui inévitablement de ce

constat : confronté aux conséquences de la mondialisation, du chômage de masse, du vieillissement démographique, de la fragmentation sociale, de l'individualisme culturel, ou encore au défi écologique, le modèle social hérité des trente glorieuses est en crise. Cette crise n'est pas spécifiquement française : partout en Europe, l'Etat Providence, ce vaste compromis pratique entre loi du marché, propriété privée des moyens de production d'une part, intervention politique, droits sociaux et redistribution d'autre part, peine désormais à remplir ses fonctions et la Gauche doit maintenant trouver de nouveaux outils pour une plus juste redistribution.

Les raisons d'une défaite

Après la défaite du 6 mai, le défi posé à la gauche et au parti socialiste en particulier réside plus que jamais dans la redéfinition des contours d'une action politique, qui ne se limite pas à la conservation des acquis ni à l'accompagnement du néo-libéralisme. Il nous paraît impossible de vouloir agir et transformer le monde contemporain en agitant de vieilles recettes.

La Gauche est d'abord en échec parce qu'elle a perdu son « logiciel de la transformation sociale ». Elle n'a pas réussi à dépasser ses défaites pour assumer une véritable rénovation idéologique dans notre pays. Elle n'a pas su regagner la confiance des populations les plus fragiles et les convaincre sur son offre politique.

Nous ne pouvons pas nous cacher derrière des discours analysant le 2e tour de l'élection présidentielle comme une pseudo-victoire ou tout simplement en se disant que nous ne pouvions pas faire mieux. Nous devons et nous pouvons gagner. Nicolas Sarkozy était l'homme de la majorité au pouvoir. Les conditions étaient réunies pour une victoire.

Cette défaite, notre défaite, est d'autant plus spectaculaire que nous sortons de 5 ans de gouvernement de droite que les électeurs ont sanctionné par trois fois (régionales, européennes et référendum de 2005). Il nous faudra comprendre pourquoi les catégories les plus faibles ont choisi le candidat de la précarisation et du pouvoir de l'argent.

Malgré cela, le constat est sans appel. Dès le premier tour, la gauche a montré une grande faiblesse. Au total, gauche et extrême gauche ont perdu 7 points par rapport à 2002 (36,1% contre 42,89%), le pire score depuis 1969. Malgré le vote utile et la forte mobilisation des électeurs, la base de l'électorat peut être le vote Bayrou, qui représente une nébuleuse difficile à analyser. Une partie de notre électorat y a vu un nouveau débouché politique, à la recherche de compromis et de nouveau.

C'est par ailleurs dans la bataille des idées qu'elle a subi sa plus lourde défaite. Sur les questions sociales comme sur les débats de société, ce sont les analyses et les propositions des conservateurs qui se sont imposées auprès de nos concitoyens. Le virage à droite de la société française est indéniable et touche y compris les classes populaires. Rappelons qu'une enquête de l'IFOP en 2006 précisait que 61% des ouvriers et 68% employés étaient tout à fait ou plutôt d'accord avec l'idée qu'il « faudrait donner plus de liberté aux entreprises »... Faut-il pour autant en conclure à une droitisation de la société. Nous ne le pensons pas car historiquement la Gauche a toujours gagné quand elle a mené un combat politique et culturel. Quand la gauche ne combat pas, elle perd ! Il n'y a pas plus de droitisation de la société française en 2007 qu'en 2002 ou qu'en 1981.

L'imposture Sarkozy

En faisant référence tant à Léon Blum qu'à Gaulle ou encore à François Mitterrand, Nicolas Sarkozy a su brouiller les cartes et les messages pour mieux cacher ce qu'il est vraiment. En fustigeant l'héritage de mai 68, il souhaite au plus profond de lui revenir à cette période d'une hégémonie politique inébranlable, d'une oligarchie économique triomphante, d'une société civile cadennassée. Pour ne pas avoir à défendre son bilan, Nicolas Sarkozy a inventé et théorisé sa rupture. Dans cette élection, l'illusion a supplanté l'action et la Gauche a été incapable de renvoyer la droite à son bilan et à son projet de société.

Au niveau national, Nicolas Sarkozy a construit ses discours autour d'une vision inexacte mais efficace : ceux qui veulent s'en sortir contre ceux qui profitent du système. Face à lui, Ségolène Royal n'a pas trouvé les marqueurs permettant d'éclairer et de rendre intelligible le monde vécu.

Les conditions de la victoire

Nous considérons que le parti socialiste et la gauche de façon générale ont besoin d'une refondation idéologique et organisationnelle pour trouver les réponses les plus justes et lutter efficacement contre les inégalités.

Quand nous parlons de refondation de la gauche, nous ne parlons pas d'accords d'appareils ou de nouvelles configurations partisans mais d'une tâche encore plus grande et ambitieuse. Parler de rénovation ne doit pas être un choix tactique mais une réelle volonté politique. La période est celle d'un tournant indispensable à mener si nous voulons voir la gauche agir à nouveau et gagner les prochains rendez-vous électoraux. La Gauche française et le parti socialiste ont une responsabilité historique. Nous avons le devoir de façonner une alterna-

tive moderne, crédible et ambitieuse. Nous refusons la tentation d'un Parti Socialiste sur le modèle de la SFIO des années 50, avec une forte implantation locale mais une impuissance nationale. Nous devons nous interroger sur cette nouvelle défaite, nous devons comprendre pourquoi nous n'avons pas réussi à l'emporter face à celui qui, dans le champ économique comme sur le terrain politique, a multiplié les échecs. Notre défaite s'explique par une carence fondamentale : l'incapacité pour la gauche française à donner une lecture du monde à leurs concitoyens. Dans un monde qui est devenu plus complexe, dans des sociétés atomisées, il appartient aux responsables politiques de fixer des repères et de produire une grille de lecture dans laquelle chacun puisse se situer. Comprendre le monde, donner à le lire et proposer des chemins vers l'égalité et la justice est le devoir des responsables de gauche pour les années à venir.

Pour gagner demain, nous sommes convaincus que la Gauche devra d'abord ne plus être minoritaire dans la société pour espérer l'emporter dans les urnes. Nous devons mener une bataille des idées pour construire un projet de société résolument réformiste. Cela passe par des prises de position ou combats politiques donnant un contenu concret au réformisme radical nous permettant de rassembler.

Il existe des actes concrets pour des résultats immédiats. Nous devons renforcer nos liens avec les associations et les syndicats tant au niveau international que local. Les mouvements politiques et syndicaux doivent être les partenaires de nos campagnes et de nos propositions. Notre rôle dans l'opposition en s'appuyant sur une ligne directrice claire et cohérente, connue de tous, permettrait à nos représentants au Parlement notamment d'être plus audibles.

Nos combats identitaires et collectifs doivent permettre à notre génération de répondre aux défis qui nous sont posés : la régulation de la mondialisation et des échanges commerciaux, la construction d'une Europe politique et sociale, l'égalité des droits entre tous les individus et la reconnaissance des minorités...

Pour gagner, il faudra inventer une nouvelle pédagogie de l'action politique pour associer beaucoup plus étroitement les citoyens à l'élaboration des politiques publiques. Nous pouvons également nous appuyer sur les initiatives de démocratisation et de transparence lancées par les conseils régionaux depuis 2004 pour mieux rendre compte de ce qui a été fait.

Pour une Gauche du réel

A l'heure où notre démocratie est en proie au doute et où la gauche s'interroge sur son avenir, le chemin de la refondation sociale-démocrate doit être ouvert par la jeunesse. En premier lieu, nous devons mener une réflexion critique et propositionnelle sur l'ensemble de nos pratiques au sein du MJS : quelle utilité pour quels objectifs avec quelles perspectives ? L'autonomie de notre organisation n'est malheureusement pas un acquis inaliénable et l'expérience nous montre à quel point nos relations avec le Parti Socialiste peuvent être changeantes. Chacun a pu regretter dans cette campagne la présence de deux organisations se disputant le monopole de la représentation légitime de la jeunesse socialiste. Il est indispensable de réaffirmer sans concession la libre administration de notre structure politique et la place qui est la nôtre dans la réflexion socialiste. Soyons dès à présent conscients que seul le rassemblement peut nous garantir une véritable autonomie. Face à la mobilisation sans précédent de la jeunesse derrière notre candi-

date, nous devons également assumer toute la responsabilité qu'implique notre autonomie. Le MJS ne peut plus s'affranchir d'une réforme d'ampleur sur notre organisation interne, dans la poursuite de ce qui est engagé depuis le dernier congrès. Nous avons besoin d'une organisation qui agisse dans la transparence et au service de ses militant(e)s.

D'autre part, nous devons travailler sur la pertinence des propositions du MJS. Prenons pour exemple l'allocation autonomie, reprise par le pacte présidentiel. Celle-ci ne nous a pas permis, en tant qu'offre politique, d'agréger l'ensemble des jeunes et de la société. Elle ne nous a pas permis non plus de répondre à la droite qui n'y voyait qu'un « RMI jeune ». Si bien que nous pouvons douter de sa capacité à être structurante et à être reprise par la jeunesse pour être portée dans la société. Ce constat accompagne celui du risque de dépolitisation de notre organisation, comme en témoigne la place des contributions dans les débats des Conseils nationaux. Pour initier cette rénovation audacieuse, nous voulons donner au MJS les moyens d'être une force de formation politique et le pilier central de l'engagement des jeunes dans notre société.

Au regard du bilan de cette campagne, nous sommes convaincus que le rassemblement et la rénovation doivent être l'occasion d'un nouveau départ que personne ne peut préempter et dont chacun peut être l'acteur. Face aux échecs de notre famille politique, le rôle de notre organisation, qui revendique la transformation sociale, est de préparer les conditions du changement. Nous ne pouvons nous satisfaire d'un vote par défaut ou contre Sarkozy, a fortiori insuffisant. Parce que l'opposition ne peut en rien constituer une ligne de conduite, notre méthode, encore plus qu'hier,

doit nous permettre de capitaliser les énergies en faveur de notre projet de société et de mieux problématiser ce dernier afin de proposer des solutions plutôt que des valeurs. Loin d'être une simple rampe d'accès au pouvoir, le MJS doit être un laboratoire permanent d'expérimentation de méthodes nouvelles, pour préparer la société à vouloir et faire ce changement

En ce sens, saisissons l'opportunité d'ouvrir un vrai débat pour rénover la vie politique de notre pays. Cette nécessaire rénovation passe d'abord par la remise en cause de pratiques politiques longtemps dénoncées. Ainsi, en posant la question du statut de l'élu nous pouvons conforter l'exigence du non cumul des mandats et de la sécurité de l'emploi, ou encore la question de la responsabilité politique des élus locaux comme nationaux. Nous qui sommes attachés à la délibération collective, nous pouvons développer une pédagogie active en intégrant des modalités nouvelles d'association des citoyens et de la démocratie participative. Nous devons également renforcer l'implication de la société civile et des syndicats à cette action collective. Tout ceci sans remettre en cause la légitimité de nos représentants élus qui, de leur côté, pourront renforcer leur force d'initiative et/ou de contrôle.

Les Français ne peuvent nous faire confiance lorsqu'ils constatent que nous hésitons et ne tranchons pas les débats internes qui ont pu, légitimement, nous agiter. La transformation radicale de notre société passe, évidemment, par une clarification idéologique.

Le socialisme du réel est le fait de répondre aux préoccupations quotidiennes de nos concitoyens sans dogmatisme mais non sans idéaux, en veillant à ce que notre action soit guidée par un souci d'efficacité. Car, face aux inégalités croissantes et à la dureté que

la vie réserve à une large part de la population, on ne peut pas accepter de se payer de mots et de bonnes intentions. Notre méthode est celle de la transparence et de la clarté, fondée sur une éthique de la responsabilité. C'est la conséquence directe du parler-vrai, qui est pour nous une nécessité et non seulement une expression bien commode pour désigner un état politique rêvé qu'on n'atteint jamais. Le parler-vrai, c'est l'inverse de l'incantation, c'est l'inverse de la répétition de slogans éculés auxquels personne ne croit vraiment. Ce qu'attendent les Français, à juste titre, c'est que nous agissions en leur disant comment, par des propositions concrètes, nous allons nous y prendre.

Ce socialisme du réel nous invite à un effort de réflexion, d'imagination pour inventer des solutions inédites en réponse à des situations inédites. C'est un socialisme du courage. Il nous conduit à porter haut nos valeurs socialistes, en les incarnant par des réformes ancrées dans la complexité du réel. « Partir du réel, aller vers l'idéal », écrivait Jaurès. C'est ce que nous voulons. Partir du réel, dans ce qu'il a de gris et de difficile, sans nier et sans gommer sa complexité, ses contradictions et la difficulté de la réforme, puis avancer pas à pas vers l'égalité, la justice sociale, la liberté de chacun et l'accès de tous à ce qui fait les conditions d'une vie épanouie et heureuse. Le chantier majeur est celui de l'égalité réelle. Notre modèle français est davantage orienté vers la correction a posteriori des inégalités que vers leur prévention a priori. Et la massification de l'enseignement secondaire n'a guère modifié le poids colossal des inégalités de départ dans les parcours scolaires. Plus rien ne justifie aujourd'hui que nous fermions les yeux sur cette injustice majeure. Dans le cadre de la régulation de l'économie de marché, c'est à

dire d'un système où les inégalités se creusent en permanence, nous devons impérativement faire de la lutte contre la reproduction sociale une priorité absolue.

Aujourd'hui, notre devoir de jeunes socialistes, c'est d'être le fer de lance de la reconstruction pour aider la Gauche à convaincre, gagner les élections, et agir pour le bien du plus grand nombre et dans la durée. Les questions centrales, sur lesquels nous devons axer notre projet, sont les questions sociales, et plus largement européennes.

Le travail, d'abord. Nos priorités sont la lutte contre le chômage et les discriminations, un travail qui permet de vivre dignement et dans de bonnes conditions et la garantie des retraites dans des conditions justes et négociées. Nous ne pouvons éluder la question du travail, ni nous contenter d'affirmer des principes. Nous avons cinq ans pour élaborer des solutions concrètes et novatrices, mais à la fin de ces cinq ans, nous devons être prêts et solides. Les Français, à juste titre, nous attendent, car le travail est au cœur de leurs préoccupations et de notre projet de société.

Corollaire du travail, la formation. Nous voulons avancer vers une société de la connaissance. Mais pour être crédible, nous devons être concret et dire comment nous voulons y arriver. La réforme de l'enseignement supérieur est indispensable, si nous ne voulons pas que notre pays devienne une puissance de seconde zone. La réforme doit se faire en combinant efficacité scientifique et justice sociale, car chacun doit avoir sa chance dans le supérieur, quelles que soient ses origines et les moyens financiers de ses parents. L'égalité réelle entre tous doit être garantie, avec une aide sociale étendue et ciblée vers ceux qui en ont le plus besoin. Comme l'enseignement supérieur, la recherche doit être davantage stimulée, les

pôles de compétitivité renforcés, les partenariats entre acteurs locaux encouragés, afin de favoriser la mutualisation et la diffusion des connaissances.

Enfin, le logement. Sarkozy veut une France de propriétaires. Nous, socialistes du réel, nous voulons une France bien logée. Cela passe par des constructions massives de logements, sociaux évidemment, mais aussi dans le parc privé. Ces constructions doivent s'accompagner de plans d'urbanisation et d'aménagement clairement établis et expliqués aux Français, afin qu'ils aient confiance en notre capacité politique à améliorer leur cadre de vie, et à ne pas créer des zones de relégation à la périphérie de nos villes. Il nous reste une question fondamentale à aborder : l'Europe. Elle est notre ambition collective. L'Europe a été facteur de progrès, et si aujourd'hui elle est en panne. Le "non" au traité constitutionnel européen au printemps dernier a stoppé la construction européenne et a délégitimé la place de la France dans l'Union. Aujourd'hui notre destin communautaire s'en trouve fragilisé et l'élection de Nicolas Sarkozy ne permettra pas la renégociation des conditions de relance d'une Europe politique, économique et sociale. Son élection a créé un axe Paris-Berlin-Londres qui ne pourra porter nos ambitions pour une Europe politique et sociale. L'Union doit se doter de leviers politiques forts afin de mettre en cohérence les politiques nationales et rendre plus efficaces nos collaborations. De plus, l'intégration démocratique nécessite la réforme des institutions. Par ailleurs, l'Union doit être plus protectrice. Il nous faut agir pour garantir ensemble la préservation de notre environnement, la sécurité professionnelle et faire face à la globalisation et ses enjeux dans le but d'une meilleure régulation. Enfin, il nous faudra continuer nos efforts pédagogi-

ques, grâce au débat, pour faire du citoyen français, un citoyen européen impliqué dans la construction d'une Europe qui agit et qui protège.

Nous qui avons toujours porté dans cette organisation, la rénovation doctrinale dans la famille socialiste, sommes persuadés que le temps est venu pour le MJS de jouer à nouveau son rôle d'avant garde des socialistes.

Notre prochain congrès doit être l'occasion pour nous d'inventer, sans abandonner notre objectif de justice sociale, les outils de transformation sociale adaptés au 21ème siècle. La gauche doit à nouveau incarner le progrès et la justice sociale. Pour que ce congrès ne soit pas un agrégat supplémentaire de pourcentages réservés à quelques initiés, nous l'aborderons sans a priori et sommes prêts à discuter avec tous.

Etre réformiste, aspirer à une social démocratie renouée, ce n'est pas vouloir une rupture avec l'histoire de la gauche. C'est entreprendre à la fois une démarche intellectuelle de restauration et de mise à jour du logiciel de pensée. Nous avons l'intention d'en prendre toute notre part.

Car être utile, en se débarrassant des cendres pour sauver la flamme, telle est plus que jamais notre mission...

* * *

Plus utile

Signataires : Benjamin BAUDRY (Délégué Régional - Pays de la Loire), Matthieu BOISDRON (AF 85), Michaël BOUTINES (AF 32), Samy BRIDJI (AF 44), Romain CUJIVES (AF 31), Anthony DOUET (AF 16), Marie JEANDARME (AF 23), Delphine LITCHMANN (AF 09), Jérôme PACAUD (AF 71).

De cette élection qui vient de se

tenir, nous retenons avant tout notre défaite. Défaite collective dont nous devons tirer les leçons, les assumer, sans céder aux regrets. Nous observons également le fort recul de l'extrême droite, dont une partie de l'électorat a été séduite par Nicolas Sarkozy, et celui d'une extrême gauche décredibilisée par ses divisions, laminée par le vote utile et le caractère parfois protestataire de la candidature de François Bayrou. Cette élection a été également marquée par le fort désir de changement des français, dont témoignent la participation historiquement forte au scrutin, et l'attrait qu'ont pu recueillir des candidatures qui se voulaient nouvelles, prônaient la rupture ou le changement.

A cet égard, Nicolas Sarkozy a réussi un véritable hold-up électoral en se présentant, alors qu'il était ministre depuis 5 ans et président du parti majoritaire, comme le candidat de la rupture. Pour les français, il représentait le changement, et nous avons été incapables de le rendre comptable du bilan de la droite. Une habile campagne de cinq ans, durant laquelle il a imposé ses thèmes et habitué l'opinion publique à son idéologie, lui a permis d'obtenir ce résultat. Nous, socialistes, nous rendons compte alors qu'il ne suffit pas de se présenter comme l'alternance pour incarner le changement. De fait, la famille socialiste n'a pas su tenir, ces cinq dernières années, un discours clair et offensif. Les leçons du 21 avril n'ont jamais été tirées, et nous avons passé cinq années à les fuir en nous rassurant des victoires électorales intermédiaires qui témoignaient surtout du rejet du gouvernement de droite. Fuyant sa nécessaire rénovation, la famille socialiste s'est surtout assurée que rien ne changeait, votant un projet bien tard, et désignant plus tardivement encore sa candidate pour le porter. Cette désignation, si elle fut démocrati-

que, entama la candidature socialiste après un débat interne dur, où certains ne répugnèrent pas aux coups bas.

Ségolène Royal, en quelques mois, a eu le mérite de nous engager sur la voie de cette rénovation. Elle a su, dérouter les hiérarques de nos appareils, mener une campagne ouverte vers les citoyens, via ses débats participatifs, ses comités desirs d'avenir et ségosphère. Elle a su également moderniser le discours socialiste sur des thèmes comme la 6e République, l'environnement, l'Europe, la fiscalité et la nécessaire régulation de l'économie.

Cette campagne connut également des difficultés. Certains camarades ne se sont pas sentis tenus de soutenir notre candidate et n'ont pu s'empêcher, parfois même, de l'entraver, de la décredibiliser.

Les changements de cap furent peut-être trop nombreux. Ils nous empêchèrent sans doute de tenir, au mieux, un discours clair, cohérent et offensif, d'autant plus que le champ médiatique était scandaleusement favorable à Nicolas Sarkozy.

Et maintenant ?

La première urgence est de mener, unis, la campagne législative. L'assemblée nationale a besoin d'un groupe socialiste fort, capable de faire vivre la démocratie face aux députés godillots de la majorité présidentielle. Près de 17 millions de français ont donné leur voix à Ségolène Royal et au projet qu'elle a porté. C'est sur cette confiance, et autour d'elle, que nous devons construire.

Ensuite, et avant d'évoquer de quelconques alliances, nous devons nous doter d'un projet fort que nous pourrions, que nous devons, porter pendant cinq ans. Il ne s'agit pas de savoir s'il doit être plus centriste ou plus gau-

chiste, nous ne faisons pas de marketing politique pour coller à des tendances électorales qui ne seront peut-être que des épiphénomènes.

Nous devons proposer des outils pour répondre aux problèmes de notre monde et de notre société, et tendre toujours vers un idéal de justice sociale et d'égalité. Ce n'est qu'après cette indispensable préalable que nous aurons à adopter une stratégie claire et résolue pour convaincre les citoyens de la force, et de la justice, de notre démarche. La politique est affaire, non de suivisme ou de facilité, mais de conviction !

Agir sur l'ordre du monde

Défendre un projet politique de gauche, c'est avant tout comprendre le monde et répondre à ses désordres. A l'ordre économique mondial, qui affaiblit les peuples et met leur travail en concurrence, saccage l'environnement et engraisse les privilégiés (ceux-ci n'ont plus de patrie), nous devons imposer une régulation forte et institutionnelle, seule à même de garantir l'intérêt général.

Il nous faudra militer activement pour une refonte de nos institutions internationales dont nous ne finissons pas de constater les défaillances. L'Organisation Mondiale du Commerce, par exemple, ne devra plus édicter ses règles dans la recherche unique d'une concurrence parfaite. Celles-ci devront prendre en compte des critères de progrès humain et de préservation des ressources terrestres et de l'environnement.

La pauvreté des pays les moins favorisés est insupportable à tout humaniste. Elle provoque, de surcroît, des flux migratoires non maîtrisés aux conséquences dramatiques. La communauté internationale devra organiser le développement de ces pays, en y favo-

risant la création de services publics et d'infrastructures, et d'emplois dans une optique de développement humain et durable.

S'il sera difficile d'engager la communauté internationale vers ces objectifs, nous devons convaincre l'Europe d'en être l'exemple et l'avant-garde. L'Europe ne devra plus se faire par l'argent et dans l'opacité des salons bruxellois. Nous devons militer pour l'adoption d'un traité constitutionnel, qui propose enfin une organisation démocratique des pouvoirs en Europe, incluant la maîtrise de la politique monétaire mise en oeuvre par la BCE. C'est une étape nécessaire à toute action politique.

Le projet que nous devons alors y faire valoir prioritairement, c'est la programmation de nécessaires convergences fiscales et sociales, dans le but d'éviter la mise en concurrence des modèles sociaux. Refusant l'évidence libérale, nous devons activement prôner un tarif extérieur commun, protégeant du dumping social et environnemental. L'Europe devra également coordonner des projets en matières d'éducation, de culture, d'industrialisation et de recherche. C'est par ces preuves que l'Europe obtiendra l'adhésion et la confiance de ses peuples, et qu'une conscience européenne s'affirmera.

Répondre aux maux de la société française

Notre société est malade de maux que ni la droite, ni la gauche, n'ont su régler ces trente dernières années. Du fait de cette impuissance politique, nos concitoyens peinent à croire à la possibilité d'un projet collectif et social.

Nous devons donc porter avec force notre projet citoyen. A commencer par la refonte de notre système politique républicain. Une 6e République, parlemen-

taire, et idéalement primo-ministérielle, remplacera avantageusement la 5e République autoritaire et bonapartiste.

La responsabilité, la transparence et la morale politique devront être placées au coeur de notre République : et ce n'est pas par des intentions que l'on y arrivera, mais grâce à des dispositifs institutionnels, tels que le mandat unique appuyé sur l'obligation d'assiduité, le contrôle parlementaire de l'action du gouvernement, l'évaluation citoyenne de l'action des élus...

Cette nouvelle démocratie devra s'intéresser à la vie dans l'entreprise, en y organisant le dialogue et assurant une plus grande représentation et participation à la décision des salariés.

Démocratie représentative, sociale, décentralisée : des citoyens mieux représentés, consultés, pour une politique concertée et donc, plus efficace et plus juste.

L'égalité ne doit plus rester un vain mot sur les frontons de nos mairies. Tous les citoyens doivent se voir offrir les conditions pour se construire et s'émanciper. Voilà pourquoi nous devons affirmer la nécessité de garantir des services publics nombreux, de qualité et sur tout le territoire. Les citoyens doivent bénéficier de toutes les sécurités (sociales, physiques, civiles), même celles dont la gauche, qui pêche parfois par angélisme, a du mal à parler. Voilà pourquoi, également, nous devons défendre, sans relâche ni état d'âme, la laïcité.

Notre société subit depuis trente ans le chômage de masse et l'augmentation de la précarité. Le défi qui s'offre à nous est donc de créer des emplois et de renverser la tendance qui voit la richesse fuir du travail vers le capital. En investissant massivement dans la recherche et l'innovation, en

engageant notre économie et nos infrastructures dans la préservation de l'environnement, en réorientant l'aide aux entreprises vers celles qui s'engagent à créer de l'emploi, en adaptant la fiscalité des entreprises à leur comportement social et environnemental de façon très incitative, nous créerons les conditions d'une croissance de progrès humain.

Pourquoi un Mouvement des Jeunes Socialistes ?

Le Mouvement des Jeunes Socialistes est une organisation autonome du Parti Socialiste. S'y engager, ce n'est pas entrer dans un parti politique. De fait, adhérer au MJS, c'est faire le choix d'un engagement spécifique, qui peut être complémentaire de celui du Parti Socialiste mais qui n'est pas le même. Malheureusement, le MJS fonctionne trop comme un parti politique.

Est-il utile, congrès après congrès, que nous tenions, même si les rapports y sont différents, les mêmes débats qui agitent le Parti Socialiste ? Est-il utile que l'intérêt premier de nos conseils nationaux, soit de voir évoluer les rapports de force entre les diverses sensibilités, à travers les signatures de contributions et les débats sur des résolutions dont on ne fait souvent que peu de choses après leur adoption ?

Soyons clairs, nous ne voulons pas nous poser ici en donneurs de leçons : nous assumons notre responsabilité, ni moindre ni supérieure à celle des autres sensibilités, dans ce fonctionnement qui, nous en faisons le constat aujourd'hui, n'est pas utile à notre organisation et aux valeurs que nous souhaitons défendre.

Au delà des nécessaires rénovations statutaires, et de pratiques, que nous devons réaliser pour améliorer la démocratie de notre organisation, nous devons nous poser la question de notre rôle et

de l'utilité de notre organisation. Les militants du MJS ne sont pas les porte-parole d'une génération. Nous sommes des jeunes de gauche, qui veulent agir dans une organisation autonome du PS. Et la meilleure façon d'être utile à la famille socialiste et ses valeurs, est de faire de la politique différemment du Parti Socialiste, en complémentarité.

Nous devons nous concentrer sur nos rôles d'éducation politique, de formation et d'exercice de la citoyenneté. Nous devons aller au-devant des situations que vivent nos concitoyens, rencontrer les acteurs qui s'y intéressent, et en ressortir une analyse et des propositions : au lieu de consacrer tant de temps à nos débats internes, tâchons de nous ouvrir plus encore à la société.

Ce Conseil National ouvre le processus de Congrès : que celui-ci puisse permettre à notre mouvement d'être plus démocratique, plus représentatif, et plus ouvert. Plus utile.

* * *

Une obligation : faire différemment

Signataires : Pierre JOUVET (AF 26), Baptiste CHAPUIS (SBN), Grégoire CHAPUIS (AF 45), Bérengère DELHOMME (BN), Guillaume KERRIC (AF 56), David MARCHELLO (CNA), Wilfrid PAILHES (BN), Julien VIROULAUD (AF 79)

Préambule

Le 11 décembre 2005, nous fixons lors de notre VII^{ème} Congrès, une déclaration fixant nos objectifs pour 2007.

« Notre ambition commune : être utile au socialisme et faire gagner la Gauche en 2007. C'est ainsi que nous réinventerons l'espérance collective, jetterons les bases d'un nouvel avenir pour notre génération et les millions d'hommes et de femmes qui souffrent.

Pour cela le Parti Socialiste a un rôle essentiel à jouer. Il faut aujourd'hui repenser notre engagement collectif au sein de la famille socialiste.

Le Mouvement des Jeunes Socialistes doit être l'aiguillon de notre famille politique dans ces changements. L'autonomie du MJS en est la condition. Elle n'est pas un gadget. Elle est fondée sur deux principes intangibles : liberté et responsabilité. Liberté de penser et de défendre notre propre orientation politique.

Pour gagner en 2007, il faudra un camp socialiste fort et une Gauche rassemblée pour imposer le rapport de force du changement.

Le Mouvement des jeunes socialistes est l'organisation de jeunesse rattachée au parti socialiste. Pourtant, et loin s'en faut, il ne rassemble pas l'intégralité des jeunes militants socialistes. En effet, à tort ou à raison, par choix ou par méconnaissance, nombreux sont les militants de moins de 29 ans qui rejoignent le parti socialiste sans intégrer le MJS. Cela doit poser question aux responsables du MJS.

Comment est-il possible qu'en toute connaissance de cause, un jeune militant se sente plus à sa place dans un ensemble de plus de 200 000 adhérents, où les jeunes sont disséminés parmi les générations précédentes, et où ils sont très nettement minoritaires ?

Qu'est ce qui fait que le MJS n'est pas suffisamment la maison des jeunes socialistes ?

Nous ne savons combien il y a de jeunes socialistes, mais nous savons que beaucoup ne veulent pas, ne peuvent pas rejoindre le MJS tel qu'il est. Pour nous, l'enjeu du prochain congrès, ce n'est pas d'organiser un affrontement classique et parfois clanique en fonction des discordances de fond.

Durant la prochaine législature, nous aurons 3 congrès du MJS. Nous aurons donc bien des occasions de clarifier nos convergences et divergences de fond. Mais pour l'instant, une seule chose compte, nous rassembler autour de principes de respect de chacun, pour faire du MJS une organisation moderne et ouverte.

Nous proposons donc une refondation du MJS, vers un modèle qui correspond mieux à ce que peut être une organisation politique de jeunes de gauche. Moins de trajectoires personnelles, plus de collectif, moins d'idéologie, plus de débats ouverts, qu'il faudra savoir parfois ne pas trancher. Nous avons devant nous deux échéances : un congrès pour réorienter, et une mandature pour reconstruire.

Notre conviction est donc d'assumer nos désaccords de fond, mais écarter cet aspect du prochain congrès. La priorité est donc de réfléchir à une forme d'organisation plus adaptée à notre militantisme dans les fédérations.

Aujourd'hui, on observe une ésure entre un débat national, en haut, où les affrontements se font de manière outrancière, avec il faut le dire, une violence trop forte par rapport à l'enjeu unitaire, et des fédérations qui agissent, se développent, souvent dans des dynamiques plus saines, y compris entre militants « d'obédience » différentes.

Analyses et enjeux

Les 18-24 ans ont porté Ségolène Royal en tête (58 %), comme les 45-59 ans (55 %). La candidate PS retrouve donc l'électorat jeune de François Mitterrand en 1981 et 1988, que Jacques Chirac était parvenu à séduire en 1995 avec son discours sur la « fracture sociale ».

En bon démocrate, relevons le taux de participation exceptionnel (plus de 80%). Le recul des extrêmes et surtout de l'extrême droite dont une partie de l'électorat a été séduit par la droite « décomplexée » de Nicolas Sarkozy, ne peut que nous satisfaire même si le combat continuera toujours contre les idées frontistes.

Ce qui est très préoccupant, c'est le score de nos partenaires traditionnels, les Verts et le Parti Communiste et de la gauche d'une manière générale. Les Verts, porteurs d'une identité originale sont minés par leurs divisions qui rendent inaudible leur message. Le Parti Communiste, incapable de se renouveler, ne peut surmonter sa contradiction fondamentale : être à gauche des socialistes mais sauvegarder ses élus.

Nous devons réfléchir dans les mois à venir sur les conséquences de ces effondrements et des redressements possible.

Trois candidats républicains ont eu la préférence des français lors du premier tour. François Bayrou, surfant sur une vague protestataire, a su renouveler le projet d'un centre refusant d'être une simple force d'appoints à la droite. Nicolas Sarkozy, pourtant candidat du pouvoir sortant, a su s'affranchir d'un mauvais bilan, réussissant ce hold-up d'incarner la rupture. Il a su, au long de sa campagne de 5 ans, habituer les français à ses thèmes et imposer son idéologie de droite dure.

Nous devons constater que la victoire de Nicolas Sarkozy est la

conséquence de la modernisation d'une droite désormais unie et décomplexée, assumant son projet ultra-libéral et né-conservateur, qui est de son fait.

Ségolène Royal a su entamer le travail de rénovation de notre vieux parti, notamment sur des thèmes, comme l'environnement, la fiscalité, la régulation de l'économie. Alors que les thématiques sociales que nous portons sont majoritaires dans l'opinion publique, nous voyons bien que le changement n'est pas dans l'alternance, et c'est la première fois depuis 1978 qu'une majorité parlementaire est reconduite.

Rassembler et innover

La direction nationale doit continuer à s'appuyer sur l'action des fédérations et non se limiter à un rôle gestionnaire vis à vis des minorités. Nous avons décrit il y a près de quatre années le MJS comme une organisation trop verticale. Nous n'en démordons pas. Ce qui détruit la cohésion du MJS, c'est l'écart entre l'action de la base et l'action de la tête. Entendons nous bien, il ne s'agit pas de dénoncer les actions de tel ou tel. Nous croyons que le principal ennemi du développement du MJS, c'est l'esprit de système qui y règne.

Contrairement à d'autres, nous avons fait depuis la création de notre groupe fait le pari unique d'agir au sein de l'organisation.

Nous croyons qu'il est possible de nous rassembler autour d'idées simples : Respect de la diversité des idées, des analyses, des stratégies, et mise en œuvre d'une action collective. Autonomie renforcée des fédérations pour laisser ceux qui portent l'activité du MJS agir.

Ouverture du MJS pour accueillir les jeunes socialistes non adhérents du MJS.

Responsabilités pour sortir des écuries politiques.

Et maintenant ?

La première urgence est de mener, unis, la campagne législative.

L'assemblée nationale a besoin d'un groupe socialiste fort, capable de faire vivre la démocratie face aux députés godillots de la majorité présidentielle.

Près de 17 millions de français ont donné leur voix à Ségolène Royal et au projet qu'elle a porté. C'est sur cette confiance que nous devons construire.

Dès maintenant, nous affirmons que la méthode de Ségolène Royal, débats participatifs et ouverture sur la société, et le projet qu'elle a esquissé doivent être poursuivis.

La question n'est pas d'être plus gauchiste ou plus centriste, et nous ne cédon pas au marketing politique pour coller à des tendances électorales qui ne seront peut-être que des épiphénomènes. Nos valeurs sont claires, justice sociale, régulation de l'économie, investissement dans l'avenir et dans l'éducation ... et notre méthode, le réformisme de gauche doit être enfin pleinement assumé. Il convient d'en tirer les justes conséquences programmatiques.

L'enjeu du prochain congrès, c'est de repenser notre organisation pour en faire une structure ouverte, pouvant créer ce rassemblement des jeunes. Car devant une droite libérée de ses complexes, notre capacité à nous organiser sera essentielle.

En un mot, faire différemment.

* * *

Au-delà du MJS Rassembler la Jeunesse de gauche, républi- caine et écolo- giste, dans un élan d'avenir.

Signataires : Jean Baptiste Hermann (SBN), Flora Saldin (BN) Sébastien Cadieu (BN), Rapahel Mendak (CCR Bourgogne), Marie Lombard (AF 21), Sandrine Vuillaume (AF 25), Valentin Saumier (AF 93).

Pour la troisième fois consécutive, le camp progressiste a vu la victoire à l'élection présidentielle lui échapper. Le 6 Mai dernier - l'issue s'étant jouée de peu en comparaison avec le cataclysme connu il y a 5 ans - permet néanmoins de laver l'affront de 2002. Cela dit, chaque défaite donne l'occasion aux plus zélés d'établir le partage des responsabilités plutôt qu'un impartial bilan du triste événement dont ils sont eux-mêmes les comptables malgré le soin qu'ils mettent à s'en dédouaner.

C'est ainsi que nous avons décidé, militants de différents groupes politiques de rédiger cette contribution qui n'a pas la prétention de tirer de façon exhaustive les leçons de l'élection présidentielle - ce temps viendra - ni d'annoncer de quoi seront faits les mois ou les années à venir. Néanmoins, quelques sains éclaircissements nous permettraient de repartir mieux armés à la bataille. Nul besoin d'être fin politologue pour observer que le défaut d'unité a considérablement compromis nos chances de victoire, nous y reviendrons.

Nous souhaitons également, par

cette contribution, en appeler à notre vigilance ainsi qu'à notre responsabilité collective. Nous sommes bien placés pour savoir, nous qui avons tant lutté pour contrer l'anxiogène épidémie qu'elle entendait répandre dans notre société, que la droite qui a accédé à la Présidence de la République n'est pas n'importe laquelle. Après avoir mené une cour éhontée à l'extrême-droite durant la campagne, voilà que la grande mascarade continue aujourd'hui avec ce gouvernement d'ouverture qui tend la carotte aux anciens camarades dont la conviction se révèle bien fragile et le socialisme très approximatif. Le Sarkozisme devra trouver en le MJS un opposant féroce, toujours en alerte, pendant les 5 années à venir.

Cette élection présidentielle était loin d'être gagnée d'avance : jamais la droite n'a été aussi unie et puissante que durant cette campagne, bénéficiant de tous les relais politiques et médiatiques nécessaires à son entreprise de persuasion malsaine et de dilution dans les esprits du sentiment de peur et de l'idée de revanche.

Néanmoins, 17 millions de Français ont porté, au second tour, leur suffrage sur le nom de Ségolène Royal, la plupart par adhésion à un projet porteur d'espoir ; d'autres, par rejet de la politique manifestement régressive et brutale qu'incarnait le candidat de droite. La Gauche a su reconquérir le vote de la jeunesse et aussi celui des classes populaires.

Voici qui oblige à reconnaître tout le mérite de Ségolène Royal, l'extraordinaire combativité et force de conviction qu'elle a déployée tout au long de cette campagne éprouvante.

Si l'inventaire doit légitimement se faire, JUSTICE et la Gauche Socialiste se proposent de rappeler l'une des principales failles de

la campagne socialiste : le défaut d'unité, et saisissent l'occasion d'émettre le souhait que tous nos efforts se concentrent à présent sur les très prochaines échéances électorales que sont les législatives. D'autre part, la nécessité d'ouvrir plus amplement le MJS apparaît évidente tant elle est condition de survie de l'organisation ; le MJS pourrait en effet constituer le cadre du rassemblement des forces anti-régressives et trouver en elles la solution de son renouvellement.

I. PLUS QUE JAMAIS LE TEMPS DU RASSEMBLEMENT

Prétendre que l'échec est seul imputable au caractère trop peu « à gauche » des propositions de notre candidate est non seulement faux mais aussi stratégiquement infondé. Faux car rares sont les projets socialistes qui furent aussi novateurs, ambitieux et fidèles aux valeurs, profondément de gauche, que nous défendons collectivement depuis plus d'un siècle : la Justice, le Progrès, la Solidarité et le Respect. Stratégiquement infondé puisque l'émergence inattendue d'un centre plaçant clairement pour l'effacement du clivage gauche-droite et l'effondrement de nos partenaires de gauche témoignent que le vote progressiste ne s'est pas déterminé en fonction des accents plus ou moins gauchisants des projets mais plutôt sur les qualités de crédibilité et de réalisation des programmes. C'est sans doute sur ce point que la défense socialiste a manqué, parmi d'autres insuffisances, il faut en convenir.

Mais c'est l'unité qui a le plus fait défaut.

Le climat délétère qui a caractérisé les primaires du Parti Socialiste a laissé place à une unité molle derrière Ségolène Royal, élue dès le premier tour candidate par les militants.

Tout le monde a milité, là n'est

pas la question. Mais la cohérence, l'unification des mots d'ordre et l'homogénéisation des discours ont manqué.

De plus, planaient encore sur la campagne les désaccords hérités des primaires là où il n'y avait que l'ambition de remettre en débat les tabous socialistes tels que le sont la sécurité ou les 35h pour ne citer qu'eux. Le mal était fait. L'opposition à la candidature Royal, qui aurait été légitime et nécessaire dans le débat interne à la famille socialiste, s'est malheureusement muée en acharnement qui a trouvé dans les médias une expression récurrente. Celle-ci risquait de mettre à mal la crédibilité de celle qui paraissait la mieux placée pour remporter les primaires et d'altérer la formidable popularité dont elle bénéficiait.

Par ailleurs, l'amertume de certains a donné lieu à des soutiens du bout des lèvres. Petites phrases assassines, contradictions publiques, trahisons sont venus aggraver cette ambiance de mépris et de rancœur. Sur les désaccords de fond qui persistaient, il faut convenir que notre programme présidentiel a certainement vu le jour trop tard pour que toutes les clarifications nécessaires soient menées et que ne débute une campagne claire et saine.

Sans faire l'apologie de l'autoritarisme sarkoziste, force est de constater que les dissensions au sein de l'UMP, très vives au départ, se sont vite substituées à la soif de vaincre. Pourquoi, nous qui sommes profondément en accord sur les valeurs et les principes socialistes, ne sommes-nous pas parvenus à une entente raisonnée ?

Les échéances prochaines diront si nous avons effectivement tiré les leçons de la division. Apparemment, rien n'est moins sûr.

Nous sommes par ailleurs en droit de nous demander si nous sommes toujours dans la dynamique du « Devoir de victoire ». En effet, notre organisation semble être, alors que la campagne législative vient tout juste de débiter, presque exclusivement orientée vers la perspective du Congrès.

La famille socialiste doit être toute entière mobilisée dans la bataille pour les législatives afin de limiter les dégâts de la récente accession de la droite arrogante, décomplexée et déjà concentratrice de bien des pouvoirs, à la tête de l'Etat. Une opposition forte est essentielle pour la démocratie, oserons-nous dire, mais au-delà pour incarner une véritable force protectrice de nos valeurs républicaines. Bien sûr, la victoire est improbable. Mais le cataclysme est possible. On le prévoit ici et là. Faisons mentir les sondages cette fois en remobilisant l'électorat de gauche, profondément démoralisé par la défaite.

Le MJS se doit d'entraîner la jeunesse dans la bataille législative qui s'annonce. Poursuivons notre devoir de victoire !

II. POUR UNE ORGANISATION VRAIMENT REPRÉSENTATIVE DE LA JEUNESSE

« Quelque chose s'est levé, qui ne s'arrêtera pas ».

Les jeunes ont été très présents dans la campagne présidentielle de Ségolène Royal. D'une telle mobilisation, nous devons nous réjouir parce qu'elle est le symptôme d'un nouvel intérêt pour la chose publique. S'il n'est pas entretenu, et notamment soutenu par la jeunesse militante, cet intérêt étouffera sous la cendre. C'est à nous de répondre aux aspirations de la jeunesse qui a soif de débats, d'actions, de formations : de militantisme en bref.

Pour soutenir ce désir de politique, une ouverture du MJS est indispensable.

Le paysage politique est bouleversé et nous avons une part essentielle à prendre dans la construction d'une nouvelle donne, à gauche, pour la jeunesse.

C'est ainsi que, toujours dans cet esprit de rénovation, de rassemblement et d'apaisement, JUSTICE et la Gauche Socialiste plaident pour une ouverture du MJS à d'autres mouvements, ceux-là même qui ont été à nos côtés pendant la campagne. Le Parti serait également bien inspiré d'en faire autant et de favoriser la diversité.

Œuvrons afin que notre Parti et son mouvement jeune s'ouvrent aux différentes forces républicaines et écologistes militants pour le Progrès social. La vraie rénovation ne se cramponne pas à la seule remise en question de nos certitudes économiques mais est à la fois une réaffirmation de nos valeurs de gauche - le Travail, le Respect... - et la création d'une nouvelle dynamique décomplexée qui s'attache à être au plus prêt des préoccupations de nos concitoyens.

Devenons enfin une réelle force politique élargie, ouverte et renouvelée, adossée à un projet de société clair et ambitieux. Ce projet devra être construit avec l'ensemble des acteurs du progrès social de notre pays qu'ils soient politiques, syndicaux, associatifs ou sous de nouvelles formes d'engagement. À nous de rassembler les forces progressistes et humanistes de notre pays. Ce combat c'est ensemble que nous devons le mener.